ASSEMBLÉE NATIONALE

27 juin 2013

MODERNISATION DE L'ACTION PUBLIQUE TERRITORIALE ET AFFIRMATION DES
MÉTROPOLES - (N° 1120)

Rejeté

AMENDEMENT

N ° CL423

présenté par
M. Poisson

ARTICLE 13 BIS

Compléter cet article par l'alinéa suivant :

« l'Etat étudie préalablement le coût total de la substitution et adresse cette étude aux collectivités territoriales ayant délibéré en faveur de la création de l'établissement supprimé. Il sollicite l'avis des collectivités ayant délibéré en faveur de la création de l'établissement supprime. L'avis est réputé favorable en l'absence de réponse dans un délai de quatre mois.»

EXPOSÉ SOMMAIRE

L'article 13 bis prévoit qu'il ne peut exister qu'un seul établissement public foncier de l'Etat en région d'Ile-de-France. Par voie de conséquence, lorsqu'il en existe aujourd'hui plusieurs, l'un des établissements se substitue aux autres.

Pour être recevable, par parallélisme des formes, cette substitution doit respecter différentes conditions :

-l'Etat doit étudier le coût total de la substitution, en incluant le coût du transfert des biens acquis entre établissements successifs, et adresser cette étude aux collectivités territoriales ayant délibéré en faveur de la création de l'établissement supprimé ;

-l'Etat doit solliciter l'avis des collectivités ayant délibéré en faveur de la création de l'établissement supprimé. L'avis est réputé favorable en l'absence de réponse dans un délai de quatre mois ;